



Toutes et tous en grève et en manifestation, en intersyndicale européenne le 13 octobre 2023

Alimentation, loyer, énergie, transports : tout augmente sauf les salaires. L'inflation galope pour les travailleurs-es et les privé.e.s d'emploi amputant le pouvoir d'achat. Au 1er trimestre 2023, les profits des entreprises agroalimentaires ont progressé de 18 %. Depuis 2022, la hausse des profits est responsable de 45 % de l'inflation, le reste provient des coûts de l'énergie et des matières premières. Suite à l'inflation, presque la moitié des personnes gagnant autour du smic sautent un repas par jour. C'est le triste constat réalisé par l'IFOP avant les congés. Depuis les prix ont encore augmenté, et avec eux, les difficultés du plus grand nombre, difficultés qui se sont encore davantage fait sentir avec la rentrée scolaire.

Chaque année, 200 milliards d'euros d'aides publiques fiscales ou sociales sont données aux entreprises sans aucun contrôle ni contrepartie. Les exonérations de cotisations sociales grèvent chaque année davantage les moyens dévolus aux services publics au bénéfice d'un petit nombre. De surcroît, l'OCDE vient de démontrer que les dividendes étaient bien moins taxés que les salaires.

Et pendant ce temps, les grandes entreprises continuent de multiplier leurs profits sans rien lâcher en contrepartie et s'associent aux gouvernements pour imposer des politiques dites « d'austérité » en abimant les services et les biens publics - mais aussi nos industries - au profit de cette finance qui capte les richesses créées par le travail. Entre 2010 et 2023, le salaire brut horaire réel a baissé de 3,7 % tandis que les profits ont augmenté de 45,6 %. A elle seule, la France représente près de 30% des dividendes distribués en Europe.

Fort-es de la mobilisation historique pour les retraites, nous sommes déterminé-es, uni-es dans une intersyndicale à l'offensive pour gagner des droits en faveur du monde du travail. En France comme dans toute l'Europe, de nombreuses luttes font irruption et partout où les salarié-es s'organisent dans un syndicat, le rapport de force se renverse et des avancées concrètes et quotidiennes deviennent possibles. Les récentes luttes – Verbaudet par exemple ou encore Ibis- l'ont montré.

Nous sommes des millions à pouvoir mettre la pression au patronat, aux gouvernements et aux parlements. La CGT est mobilisée pour :

- **Nos salaires :**
 - Une augmentation générale des salaires, c'est-à-dire du salaire net pour le quotidien et du salaire brut (maladie, maternité, chômage, retraite...) pour nous protéger tout au long de nos vies ;
 - et l'indexation des salaires sur les prix pour que les fiches de paye ne soient plus amputées par l'inflation et l'ouverture de négociations dans l'ensembles des entreprises, des branches et dans la fonction publique

- **Nos retraites :** pour la retraite à 60 ans et avant en cas de pénibilité, ainsi que la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite et contre la réforme qui s'applique depuis le 1er septembre, le combat se poursuit en mettant la pression dans les négociations en cours pour l'Agirc-Arcco (retraites complémentaires) et celles qui doivent s'ouvrir dans les branches au sujet des départs anticipés.

- **Nos services publics :** les budgets des services publics et de la sécurité sociale seront bientôt discutés au Parlement. La CGT est mobilisée pour des investissements massifs dans les services publics de proximité et de qualité qui privilégient l'accueil physique des usager-es

- **L'égalité :** malgré l'affichage « grande cause nationale », les femmes sont toujours payées un quart de moins que les hommes, en moyenne. La CGT est mobilisée pour revaloriser les métiers à prédominance féminine, refondre l'index et assurer plus de transparence et pénaliser les employeurs qui discriminent

- **L'environnement :** pour conditionner les aides publiques à des critères sociaux et environnementaux élaborés avec les salarié-es et leurs représentant-es afin d'agir pour une transition écologique socialement juste et une réelle planification, construite avec les travailleuses et travailleurs, afin d'anticiper les besoins en formation et qualification ainsi que la création ou recréation de filières entières